

Énoncé de politique budgétaire de 2017

1. Énoncé de responsabilité

En tant que ministre et Directeur général responsables de décision et mise en œuvre de la politique économique, financière et budgétaire du gouvernement, c'est un honneur de confirmer que l'énoncé de politique budgétaire de 2017 est préparé conformément à la Loi relative aux finances publiques et à la gestion économique (FPGE) (CAP 244) qui expose les politiques économiques, financières et budgétaires du gouvernement et prescrit les mesures et disciplines que le gouvernement doit suivre pour réaliser ses politiques et objectifs.

L'énoncé de politique budgétaire concorde avec l'article 10 de la Loi FPGE :

- prescrivant les objectifs à long terme de la politique budgétaire du gouvernement, en termes de variables budgétaires ;
- spécifiant les **priorités stratégiques** principales du gouvernement qui guident la préparation du budget ;
- indiquant les cibles du gouvernement pour les variables budgétaires et économiques ; et
- apportant une assurance comme quoi les objectifs à long termes énumérés dans l'énoncé sont :
 - a. concordants avec les principes de gestion budgétaire responsable prescrits à l'article 22 de la Loi FPGE ; et
 - b. concordants avec l'énoncé de politique budgétaire de l'année précédente, c'est à dire les politiques sont restées constantes dans le temps ou, autrement, des justifications ont été apportées concernant leurs écarts.

Conformément à l'article 10 de la Loi FPGE, le gouvernement confirme que les objectifs de la politique budgétaire, les priorités stratégiques et les intentions concordant avec les principes de gestion budgétaire responsable prescrit à l'article 22 de la Loi FPGE, et qu'il y a une large adéquation avec la politique budgétaire de 2017.



**Le Ministre de la finance et de la
gestion économique**

Hon. Gaeton Pikioune (MP)
Ministère des Finances et de la Gestion économique



Le Directeur général par intérim

Tony Amon Sewen
Ministère des Finances et de la Gestion économique



2. Politiques économiques et financières

En 2017, le gouvernement poursuivra les réformes, mettra en œuvre les politiques économiques, financières et budgétaires et créera un environnement qui favorise la croissance économique et qui promeut la prestation de services afin d'améliorer le bien-être de tous les vanuatais de manière financièrement durable et de manière à ne pas mettre en péril la croissance économique future. Le gouvernement réalisera cela en respectant les principes de gestion budgétaire responsable prescrits à l'article 22 de la Loi FPGE, tel qu'exposé dans le cadre ci-dessous.

Les principes de gestion budgétaire responsable exigent le gouvernement à poursuivre les objectifs de politique budgétaire de :

- maintien des emprunts de l'État à des niveaux gérables ;
- maintien des biens publics en bonne condition ;
- gestion prudente des risques budgétaires ; et
- maintien stable et prévisible des taux de fiscalité.

Principes de gestion budgétaire responsable

1. réduire et ensuite gérer l'ensemble de la dette publique pour la maintenir à des niveaux raisonnables de façon à aménager un système tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur le montant de la dette publique future dans son ensemble. Pour ce faire, il faut veiller, une fois que ces plafonds sont atteints, à ce que les dépenses globales totales de l'État dans chaque exercice financier soient inférieures aux recettes globales totales pour le même exercice ;
2. réaliser et maintenir une valeur nette publique à des niveaux qui permettent d'interposer une zone tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur cette valeur à l'avenir ;
3. gérer avec prudence les risques fiscaux face auxquels l'État s'expose ; et
4. adopter et suivre des politiques qui soient compatibles avec un degré de prédiction raisonnable quant au niveau et à la stabilité des taux d'imposition pour les années à venir.

3. Politiques budgétaires

Les politiques budgétaires du l'État émanent de l'application des "Principes de gestion budgétaire responsable" exposés à l'article 22 de la Loi FPGE (CAP 244). Les politiques budgétaires comprennent :

1. les priorités budgétaires de 2017 ;
2. les cibles économiques et budgétaires pour 2017 ; et
3. les objectifs budgétaires à long terme.

a) Les priorités budgétaires de 2017

Les priorités budgétaires de 2017 sont préparées conformément aux documents de planification nationale (PAP et PLAC) et à la liste des priorités des 100 jours établie par l'Honorable Premier ministre. En outre, elles reconnaissent également le soutien régulier des partenaires au développement, en particulier en ce qui concerne les projets essentiels d'infrastructure de l'État et les projets de rétablissement après le cyclone PAM. En 2017, le gouvernement continuera à soutenir les secteurs de production, les secteurs complémentaires et les secteurs sociaux afin d'améliorer la croissance économique et le bien-être de tous les citoyens vanuatais.

Le budget 2017 accordera 50 pourcent d'espace budgétaire aux secteurs de production tandis que l'autre 50 pourcent sera partagé entre les secteurs complémentaires et sociaux.

Les principales priorités de politique stratégique / d'allocation des ressources pour 2017 sont réparties comme suit :

Récurrent :

Secteur de production (50 pourcent)

- ✓ Augmentation d'allocation pour accroître la production, en particulier en agriculture, pêches, élevage et sylviculture.
- ✓ Augmentation d'allocation pour aider au rétablissement du secteur touristique, du marketing et du développement de produit.
- ✓ Augmentation d'allocation aux coopératives, développement du commerce et industries afin d'accroître l'accès au marché, le traitement et l'ajout de la valeur.
- ✓ Augmentation d'allocation de ressources en enregistrant comme il faut les propriétés foncières en conformité et en application des lois foncières (procédures qui conviennent aux opérations liées aux affaires foncières) à travers le pays.
- ✓ Renforcement du soutien à la politique étrangère afin de continuer à améliorer le dialogue à l'étranger et à attirer plus d'aide dans le pays.

Secteurs complémentaires (25 pourcent)

- ✓ Augmentation d'allocation au chef de direction afin de renforcer la formulation et la mise en œuvre des politiques.
- ✓ Apport de soutien régulier pour veiller à ce que les initiatives de décentralisation soient entièrement mises en œuvre dans le but d'améliorer les mécanismes de prestation de services à la population.
- ✓ Renforcement du soutien du gouvernement aux contributions envers les projets publics, Ports et Havre, et amélioration du soutien au secteur de l'aviation civil pour un développement équitable, social et économique.
- ✓ Augmentation d'allocation pour aider à la perception des recettes et la conformité douanière, et au développement et à la mise en œuvre des flux de rentrées.

Secteurs sociaux (25 pourcent)

- ✓ Apport de soutien aux droits de la personne et à l'infrastructure afin d'accélérer les services juridiques et judiciaires à tous les citoyens de Vanuatu.
- ✓ Augmentation de soutien à la Police et la sécurité afin d'améliorer la gouvernance et la gestion au sein des forces de l'ordre et en même temps alléger la charge massive de la dette.
- ✓ Augmentation d'allocation et d'accès aux services et programmes de qualité destinés aux jeunes à tous les niveaux à travers le pays.
- ✓ Augmentation de soutien au changement climatique afin de renforcer la gestion des catastrophes et des risques.
- ✓ Augmentation de soutien à la population de Vanuatu afin de continuer à avoir des soins de santé équitables, accessibles et abordables afin d'améliorer l'état de santé de la population, y compris l'accès à l'approvisionnement en eau.
- ✓ Maintien du soutien au développement des ressources humaines du pays en insistant sur la maximisation de la croissance économique de Vanuatu. Le soutien en 2017 sera également ciblé pour la reconstruction des salles de classe.

Besoins de rétablissement

Donateur :

Soutien régulier au programme de rétablissement après le cyclone PAM et à ses priorités mentionnées, jusqu'à la fin du rétablissement officiel. Le soutien régulier aux secteurs de la santé, des ressources hydriques, de l'éducation et de la production, ainsi qu'au développement de l'infrastructure, doit rester les premières priorités pour le soutien apporté par les donateurs à la phase de rétablissement.

(b) Politiques budgétaires

En 2017, le gouvernement continuera à mettre en œuvre les bonnes politiques budgétaires qui reflètent les objectifs de politique budgétaire du gouvernement, les priorités et intentions de politique de l'État qui concordent avec les principes de gestion budgétaire responsable. Ces politiques continueront à améliorer les perceptions du gouvernement, à répondre aux programmes et activités de dépenses publiques, ainsi qu'à encourager la croissance alimentée par le secteur privé dans l'ensemble des communautés de Vanuatu. Ces politiques veilleront également à ce que les entreprises publiques restent productives sur le long terme.

(c) Mise à jour économique en 2017

Perspectives de l'économie mondiale (PEM)

La projection de base de la croissance économique mondiale en 2016 est un simple 3,2 pourcent, généralement conforme à celle de l'année dernière, soit une révision à la baisse de 0,2 point relative à la mise à jour des perspectives économiques mondiales (PEM) de janvier 2016. Le rétablissement est prévu de se renforcer en 2017 et au-delà, alimenté principalement par un marché émergent et des économies en développement, au fur et à mesure que les états des économies accentuées commencent à se normaliser progressivement.

D'après les estimations récentes diffusées par le Fonds monétaire international (FMI) en avril 2016, le rétablissement global s'est affaibli de plus en plus au milieu d'une turbulence financière croissante. L'activité s'est adoucie vers la fin de 2015 dans les économies avancées, et les accentuations dans quelques larges économies de marché émergentes n'indiquent aucun signe de rétrécissement. L'économie de la Chine a connu une transition vers une voie de croissance plus équilibrée, mais son impact sur l'économie mondiale s'est ralenti après une décennie de solide crédit et de croissance d'investissement, accompagnée des signes de détresse dans d'autres grands marchés émergents, y compris les prix en baisse des produits de base. Les perspectives des économies avancées sont prévues de rester modestes, conformément aux résultats de 2015, tandis que la croissance dans les marchés émergents et les économies en développement justifie toujours la part du lion de la croissance mondiale prévue en 2016, les perspectives à travers le pays restent inégales et généralement plus faibles que les deux dernières décennies. Les autres, y compris les pays exportateurs de pétrole, font également face à un environnement macroéconomique difficile avec des termes d'échange sévèrement plus faibles et des états financiers externes plus limités.

La croissance dans les économies avancées (EA) est maintenant prévue de grimper de 1,9 pourcent en 2016 et d'augmenter de 2 pourcent en 2017 – avec les États-Unis et l'Espagne en tête. Pendant ce temps, les économies de marché émergent (EME) sont prévues de croître de 4,1 pourcent en 2016 et 4,6 pourcent en 2017. La reprise prévue de la croissance en 2017 (3,5 pourcent) et sur le reste de l'horizon prévue dépend essentiellement de la croissance rapide du marché émergent et des économies en développement car la croissance dans les économies avancées devraient rester modestes conformément avec la croissance potentielle affaiblie. La Chine et l'Inde ont été généralement conformes avec les prévisions. Toutefois, la

croissance commerciale s'est visiblement ralentie. Dans la zone euro, le risque d'un non ancrage des attentes d'inflation devient une préoccupation parmi de larges surendettements dans certains pays. En outre, au RU, le référendum planifié en juin sur l'adhésion à l'Union européenne a déjà créé des incertitudes parmi les investisseurs : un 'Brexit' pourrait entraîner des dommages régionaux et internationaux en perturbant les relations commerciales établies.

L'inflation globale a baissé dans les EA en 2015 de 0,3 pourcent de moyenne – le plus bas niveau depuis la crise financière globale – reflétant ainsi la baisse des prix des produits de base. L'inflation de base reste généralement stable de 1,6 à 1,7 pourcent mais se situe toujours en dessous des cibles de la Banque centrale. Dans plusieurs EME, l'inflation fait également face à des prix faibles de pétrole et d'autres produits de base qui contribuent généralement à la baisse de l'inflation en 2015.

Les perspectives générales de la croissance globale sont plus faibles que celles de la mise à jour des PEM de janvier 2016 relatives aux économies avancées et les marchés émergents. Par rapport aux PEM d'octobre 2015, la croissance globale a été révisée à la baisse de 0,4 point en 2016 et 0,3 point en 2017. Toutefois, les risques accrus de perte proviennent de l'intensification des catastrophes naturelles soulignées dans la mise à jour des PEM de janvier 2016 et des autres périodes de turbulence financière menant à des conditions financières serrées, y compris dans les économies avancées. Par conséquent, l'actuel résultat croissant et potentiel restera une grande priorité générale.

Perspectives de l'économie de Vanuatu (PEV)

La croissance économique de Vanuatu en 2015 a été révisée à la baisse de 1,1 pourcent, passant de 2,4 pourcent prévu en juillet 2015 à 1,3 pourcent en avril 2016. La prévision récente de la croissance économique, en avril, par le Comité macroéconomique (CME) a estimé que l'économie s'étendra de 4 pourcent en 2016, avec une projection de 4,4 et 5 pourcent en 2017 et 2018 respectivement. L'augmentation dans la croissance prévue sera menée principalement par la mise en œuvre des projets d'infrastructure publique qui sont actuellement en cours.

L'économie vanuataise a sérieusement été touchée, en 2015, après le passage du cyclone Pam et au moment des effets d'El- Niño qui ont forcé les décideurs à se réorienter vers les grandes priorités qui aideront dans le rétablissement, la réhabilitation et la reconstruction sur le moyen terme. Le secteur de l'agriculture (surtout les arbres fruitiers, les tubercules, le cacao, le café et les arbres à bois d'œuvre) a été sévèrement touché dans les provinces de MALAMPA, SHEFA et TAFEA, affectant ainsi le revenu des agriculteurs sur le moyen et long terme. La bonne nouvelle est que les conditions externes favorables des prix de produits de base, au début de 2016, continue à ajouter de la valeur à la production nationale, avec les incitations à l'amélioration de la production pour l'exportation. Le gouvernement a apporté son soutien à la mise en œuvre des mesures de grandes politiques lancées à la fin de 2015 et en 2016 afin de tenir compte des secteurs affectés par les catastrophes naturelles, par l'intermédiaire des buts et objectifs du Plan national de développement durable (2016-2030). Avec tous ses développements, le secteur de l'agriculture devrait croître de 0,9 et 0,3 pourcent en 2016 et 2017 respectivement, et de retourner à la normale en 2018-2019. Lorsque le retour à la normale dans le cycle commerciale commence à prendre de

la vitesse, les corrections dans les forces du marché seraient en jeu, soutenu par une demande nationale stable qui doit mener la production nationale vers l'avant.

Le secteur de l'industrie est prévu de contrebalancer les impacts négatifs à la croissance causés par le cyclone Pam et El-Niño sur le moyen terme. Soutenue par la réforme structurelle régulière dirigée par le gouvernement, la politique budgétaire est prévue de mener la croissance économique et les projets publics qui débiteront au début de 2016 et continueront au cours des prochaines années car les projets publics devraient acquérir plus d'immobilisations corporelles par le biais des emprunts extérieurs par les concessionnaires, avec une hausse dans la croissance économique atteignant 4,3 pourcent en 2017. Les activités planifiées inciteront la demande nationale avec une consommation attendant des effets/impacts de retombées positives sur la perception de la TVA. En outre, plus d'emplois seront créés dans le secteur de la construction – ce qui devrait accroître le revenu moyen de la population active formelle. Cependant, il est très important pour le gouvernement de surveiller les indicateurs économiques fondamentaux de grands projets au cours des années afin de gérer les prévisions d'inflation et de minimiser l'instabilité de la croissance économique – maintenir une croissance économique durable. Une forte croissance de 19 pourcent est prévue en 2016 avant d'atteindre 20,7 pourcent en 2017 et 22,8 pourcent en 2018.

Sur une note plus positive, le secteur des services devrait rebondir en 2016 après avoir subi, en 2015, de sérieux dégâts à l'infrastructure touristique telle que les hôtels et les complexes touristiques. La reconstruction dans l'industrie du tourisme se poursuit puisque certains hôtels sont ouverts de nouveau pour recevoir les touristes. À ce titre, le gouvernement et les bailleurs de fonds ont injecté des ressources financières supplémentaires afin de se lancer dans un marketing agressif de promotion de Vanuatu en tant que destination touristique principal en 2016. Par ailleurs, les services d'information, de communication, d'immobilier et du gouvernement sont prévus de se développer de la même manière dans l'industrie du tourisme.

L'équilibre du développement des paiements en 2015 est conforme au choc national du cyclone tropical Pam qui a causé une pénurie d'approvisionnement national, augmentant ainsi la demande d'importation des biens de l'étranger et entraînant à la baisse les rentrées au titre du tourisme menant à la détérioration du déficit actuel du compte. Le déficit a été payé par le surplus perçu du compte de capital et d'opérations financières, surtout de l'aide financière sous forme de subventions et d'emprunts à l'étranger dans le cadre du rétablissement après le cyclone Pam.

La forte croissance dans l'importation en 2016 est prévue de tenir compte de la mise en œuvre des projets principaux menés essentiellement par les projets publics du gouvernement en 2016, et de poursuivre la reconstruction après Pam. Cette tendance attendue sera maintenue pendant la période de prévision aggravant cependant le déficit actuel du compte en 2017 avant le début de la normalisation en 2019. La valeur de l'importation du ciment et des biens liés au projet Pam reste l'article principal sous-jacent de l'augmentation de l'importation. Les recettes d'exportation sont prévues de s'améliorer légèrement en 2016 en raison de meilleurs prix internationaux de produits de base soutenus par les conditions externes d'approvisionnement améliorées. Les rentrées au titre du tourisme semblent contrebalancer le volume de l'importation de 2016 à 2018 en raison des projets améliorés d'infrastructure (quais et amélioration des aéroports) et de la réouverture des hôtels principaux à Port-Vila. L'aide sous forme de liquide &

subvention vont vraisemblablement doubler à partir de 2016, comparé aux années précédentes. En dépit de la baisse des rentrées au titre du tourisme et de la hausse du déficit commercial, l'impact aux réserves officielles devrait être minime mais prévu de baisser de manière significative à partir de 2016. La croissance dans ce secteur est prévue de baisser de 0,7 pourcent cette année et le rétablissement est prévu, au cours de la période de projection, de 7,7 pourcent et 2,8 pourcent respectivement en 2016 et 2017.

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque de réserve de Vanuatu (BRV) continue de maintenir une position accommodante, depuis le changement de la politique monétaire après le passage du cyclone Pam en mars 2015, principalement pour soutenir l'économie et apporter un soutien en matière de liquide au système bancaire. Dans le secteur monétaire, la croissance monétaire était faible en 2015, en raison des conditions économiques sombres dans le secteur bancaire aggravées par l'impact du CT Pam et d'El-Niño. La croissance dans la masse monétaire d'avril 2015 à mars 2016 est due principalement aux entrées nettes considérables des capitaux pour la reconstruction après le cyclone Pam et les projets financés par les bailleurs, et sans insinuer que les activités économiques ont repris. La liquidité reste élevée dans le système bancaire mais la croissance du crédit reste limitée. Les coefficients de couverture et des avoirs liquides ont diminué. Les réserves étrangères sont prévues de rester au niveau du seuil sur le court terme en raison de l'actuel stock sain de réserve dans le système bancaire, et de l'injection des subventions prévue pour les projets actuels d'infrastructure. En conséquence, les réserves officielles sont au bon niveau, au-dessus des prévisions initiales, capables de payer des importations d'environ 8 mois, à la fin de décembre 2015. Sur une autre note, les réserves officielles, moins les contributions des donateurs envers les dégâts du cyclone Pam et moins les subventions des donateurs au gouvernement, sont capables de couvrir des importations de 5,8 mois, toujours bien au-dessus du seuil de la BRV.

Les activités du secteur bancaire sont prévues de bondir une fois que les principaux projets de reconstruction et d'infrastructure soient mis en œuvre. La BRV a également adopté un mécanisme de remplacement d'importation et de financement à l'exportation, un mécanisme de crédit, par l'intermédiaire des banques commerciales, pour les entreprises des secteurs de l'exportation et du remplacement de l'importation, avec comme objectif de soulager la pression sur l'équilibre du paiement. Le CPM a récemment approuvé le taux de réescompte fixé à 100 points de base, au-dessus des taux d'intérêt actuels de 91 jours pour les billets BRV et les taux d'intérêt sécurisés de mécanisme d'avance fixés à 250 points de base au-dessus des billets BRV actuels de 91 jours. Cela représente cependant une baisse importante dans les taux de politique de la BRV. Cette dernière maintient également l'activation du mécanisme de crédit à la reconstruction après une catastrophe naturelle, pour toutes les entreprises en vue de la réhabilitation et la reconstruction après une catastrophe.

(d) Gestion budgétaire

Le budget de 2017 sera exécuté et mis en œuvre conformément avec la Loi relative aux finances publiques et à la gestion économique (CAP 244). Afin d'atteindre les cibles budgétaires de 2017 et les objectifs budgétaires à long terme, le gouvernement continuera de s'assurer qu'il y ait une administration, une conformité et une application efficace de l'imposition existante afin de produire suffisamment de fonds pour financer les programmes et activités de dépenses publiques. En outre, le gouvernement continuera de mettre en œuvre de nouvelles initiatives de perception et d'imposer des mesures de contrôle de perception et de dépense, ainsi que de gérer les dettes publiques à un niveau prudent afin de maintenir l'équilibre du budget en 2017.

(e) Emprunt et dette de l'État

Au cours des années précédentes, la dette publique n'a cessé d'augmenter, principalement en raison de la mise en œuvre des projets d'infrastructure principaux du gouvernement. Actuellement, le pays se situe à un risque modéré de crise d'endettement et le gouvernement continuera à emprunter afin de mettre en œuvre les nouveaux projets d'infrastructure en 2016, y compris les projets liés au cyclone Pam. Cependant, l'État restera prudent afin que les éventuels emprunts soient orientés prioritairement vers des fins productives, telles que les projets d'investissement des capitaux qui améliorera aussi bien la croissance économique que le bien-être de tous les citoyens vanuatais, puis qui générera également l'éventuelle capacité de remboursement des emprunts accordée aux générations futures. À ce titre, le gouvernement continuera à gérer la dette publique à un niveau prudent, durable et gérable en 2017 et dans les années à venir, et d'insister plus sur la perception des recettes afin d'arriver à rembourser la dette lorsqu'elle arrivera à terme.

(f) Perception de recette et imposition

Le gouvernement continuera à augmenter ses efforts pour percevoir plus de recettes nécessaires à l'ensemble des activités du gouvernement pour l'exercice 2016. En 2015, en dépit des dégâts causés par le cyclone PAM, la TVA a indiqué une forte croissance et a en réalité dépassé sa cible initiale prévue, et semble se poursuivre en 2016. De plus, une forte croissance a également été notée dans le Programme de réhabilitation économique de Vanuatu (PREV) en 2015, qui dépasse également sa cible initiale, et cette tendance positive semble se poursuivre en 2016. La TVA et le Programme PREV ont déjà démontré le potentiel de perception des recettes supplémentaires au-delà des cibles initiales prévues pour 2016. Ceci est également évident avec les autres sources essentielles de revenu dont le droit à l'importation et la taxe d'accise.

Avec les efforts du service de la Trésorerie et des autres ministères compétents de perception des recettes provenant des taxes et redevances, le gouvernement est confiant que la dette actuelle impayée des recettes semble baisser dans une certaine mesure. Cela peut bien sûr aider à percevoir des recettes supplémentaires désirées que le gouvernement a besoin pour financer ses services les plus désirables.

Dans son Plan des 100 jours, le gouvernement a également demandé un examen plus poussé pour de possibles nouveaux régimes d'imposition qui peuvent être mis en œuvre à Vanuatu. Une équipe de projet d'examen d'imposition (EPEI), en collaboration avec un Comité de gouvernance (CG) de haut niveau, travaillent dans le but d'apporter plus de conseils au gouvernement sur les différentes initiatives d'imposition applicables dans le pays.

Comme c'est toujours le cas, la mise en œuvre de tous les programmes et activités de dépenses publiques approuvés pour 2016 dépend essentiellement du montant que peut percevoir le gouvernement et du montant qu'il prévoit d'emprunter. Pour 2016, le gouvernement continuera à stimuler sa perception des recettes par le biais du renforcement de l'administration de la conformité et l'application des taxes existantes, ainsi que l'introduction de nouvelles taxes et redevances dans ses agences de perception des recettes. Par ailleurs, le gouvernement continuera à mettre en œuvre les résultats des initiatives de la matrice du forum sur les recettes nationales de 2013 et les résultats du forum sur les recettes non fiscales tenu en 2014. Ces efforts sont prévus pour aider le gouvernement dans ses efforts de perception des recettes désirées que le gouvernement a besoin pour financer tous les services publics croissants et ses besoins opérationnels.

Sur la scène internationale, le gouvernement s'est maintenant engagé auprès du central automatique d'information de l'OCDE aux fins d'imposition, avec une possible mise en œuvre en 2018. Le gouvernement prévoit également de promulguer sa loi sur l'accord d'échange de renseignement à des fins fiscales avant juin 2016. Ce sont de gros progrès effectués par le gouvernement afin de veiller à ce qu'il maintienne ses obligations internationales dans le cadre de l'imposition.

(g) Politiques de programme de dépense

Le gouvernement continuera à s'assurer qu'il y ait un fonds disponible pour financer ses plans et activités de dépenses. En 2017, les programmes et activités de dépense publique seront conformes avec les priorités budgétaires, et ils seront gérés conformément à la Loi FPGE.

À ce titre, si les recettes perçues ne sont pas suffisantes pour financer les programmes et activités de dépense du gouvernement, alors le gouvernement peut effectuer un emprunt sur le marché pour financer ses programmes et activités de dépenses ou appliquer une discipline financière stricte et des mesures de contrôle des dépenses afin de contrôler les dépenses conformément aux cibles du budget.

4. Nouvelles propositions de politique

Le gouvernement continuera à allouer des fonds récurrents pour les nouvelles propositions de politique (NPP) qui concordent avec les priorités stratégiques du gouvernement identifiées au paragraphe 3.a).

Les NPP seront prises en compte pour financement en 2017 si elles :

- rentrent dans les limites de l'enveloppe financière totale globale ;
- sont bien documentées et détaillées dans le but de renforcer les politiques et programmes essentiels du gouvernement ;
- rentrent dans le cadre des capacités du ministère de les mettre en œuvre dans les délais prévus ;
- sont capables d'élargir et de développer la capacité et le taux de croissance économique du pays ; et
- sont financièrement viables si elles doivent devenir des activités récurrentes.

Le budget de 2017 inclura les NPP financées par les bailleurs de fonds. Cependant, le gouvernement continuera à insister sur l'importance de l'utilisation des systèmes financiers du gouvernement dans le but de financer les programmes de dépense conformes aux priorités du gouvernement.

5. Cibles économiques et budgétaires de 2017

Conformément à la Loi relatives aux finances publiques et à la gestion économique, le gouvernement poursuivra les politiques afin de réaliser un budget équilibré en 2017. Le taux de croissance économique pour 2017 est prévu d'atteindre 4,3 pourcent en termes réels, tandis que l'inflation est prévue de se situer autour de 2,5 pourcent.

Cibles budgétaires de 2017	Objectifs budgétaires à long terme
Équilibre budgétaire Budget équilibré.	Un équilibre répétitif est positif sur le moyen terme.
Revenu Le revenu est prévu d'atteindre 25 pourcent du PIB.	Il y a une large base de revenue avec suffisamment de fonds pour réaliser les objectifs de l'équilibre budgétaire. Le taux de croissance du revenu récurrent doit être supérieur au taux de croissance des dépenses.
Dépenses Les dépenses récurrentes sont prévues d'atteindre 25 pourcent du PIB.	Les dépenses concordent avec l'objectif de l'équilibre budgétaire.
Dette La dette publique est prévue d'atteindre 33 pourcent du PIB.	La dette est maintenue à des niveaux prudents afin de maintenir sa part moyenne du PIB en dessous de 40 pourcent.
Croissance économique La croissance est prévue d'atteindre 4,3 pourcent.	Le taux de croissance économique annuel atteint une moyenne, au moins, plus élevée que le taux de croissance de la population (2,3 pourcent).
Inflation L'inflation est annoncée entre 2 et 3 pourcent.	Le taux d'inflation annuel reste en dessous de 4 pourcent.

6. Conclusion

Le budget de 2017 sera finalisé et adapté conformément à la Loi relative aux finances publiques et à la gestion économique. En outre, le gouvernement continuera à mettre en œuvre les politiques économiques, financières et budgétaires afin de réaliser les priorités du gouvernement stipulées dans les programmes et activités de dépense.

La Loi FPGE (CAP 244) guidera également la mise en œuvre du budget 2017 et le gouvernement restera attentif à toutes les prises de décision et peut appliquer des disciplines financières strictes afin de s'assurer que les cibles de perception des recettes et des dépenses soient atteintes afin de réaliser un budget équilibré en 2017.